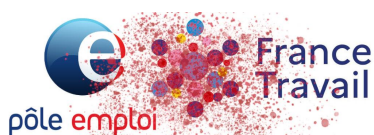


<https://ricochets.cc/France-Travail-au-service-du-Capital-et-de-ses-larbins-7368.html>



France Travail : au service du Capital et de ses larbins

- Les Articles -



Publication date: lundi 11 mars 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Loin d'être la santé, le travail c'est le capitalisme, c'est la destruction de la planète, c'est la dépossession de nos activités de subsistance et la soumission aux lois abstraites et chaotiques de l'Economie et de sa Croissance infinie.

France Travail, c'est le totalitarisme étatique qui enfonce le clou du contrôle et de l'appui au capitalisme et à ses sinistres tyrans soi-disant missionnés par les "vertues" sociales du travail.

France Travail, c'est mettre davantage les humains au service de l'argent et accentuer leur transformation en machines.

À bas le travail

▶ [À bas le travail - « Tel est notre projeeeeeeet ! »](#)

France Travail, que se cache-t-il derrière ce logo moisi et cette nouvelle appellation qui sent bon le pétainisme photoshopé ? Une offensive contre les pauvres et à toutes celles et ceux qui, d'une manière ou d'une autre, refusent que leur existence s'articule autour du travail. Nous avons reçu cet article plein de fraîcheur qui vient nous rappeler à quel point le refus du travail est diffus, jusque chez les rentiers et les ultra-riches. Il pose néanmoins une question et un problème fastidieux : peut-on devenir déserteur professionnel ?

(...)

Gabriel Attal s'est trouvé un combat : rendre la vie impossible aux pauvres qui ne travaillent pas. Faire en sorte qu'il devienne matériellement intenable de rester sans emploi trop longtemps, forcer même les plus récalcitrants et les plus anéantis à s'y coller à coup de coupes dans les aides et d'intensification du harcèlement par les agents de France Travail.

(...)

Les syndicats auront beau s'indigner de ce discours culpabilisant, prétendre que nul n'apprécie de se trouver sans emploi, que cette situation est toujours subie, les chômeurs ne songeant qu'à retourner au charbon au plus vite, Gabriel Attal n'en croit pas un mot et nous non plus. S'il est évident que de nombreuses personnes sont prises à la gorge et ne peuvent se permettre de vivre avec des indemnités réduites, parfois drastiquement depuis la dernière réforme du chômage, elles n'en aiment pas pour autant travailler

(...)

Un tas de vieilles techniques de sabotage adaptées au goût du jour. Ces pratiques ont désormais des noms sur les réseaux sociaux, certains néologismes comme « quiet-quitting » (démission silencieuse) génèrent des vidéos à plusieurs millions de vues. C'est dire si le mot d'ordre À bas le travail est devenu mainstream.

(...)

Qu'on ne s'y trompe pas, la défiance envers le travail n'est pas qu'une affaire de pauvres, les riches le fuient avec le même engouement. Sans même parler des plus fortunés pour qui l'argent s'autogénère mécaniquement, combien de semi-nantis attendent avec impatience le jour où ils pourront enfin se passer de travailler pour vivre de leurs revenus immobiliers ou de leur portefeuille boursier. Plutôt parasite que larbin de luxe. À la différence des pauvres, leurs dispositions anti-productrices ne sont pas dans le viseur de Gabriel Attal. C'est qu'il ne fallait pas tout à fait croire notre premier ministre quand il prétendait faire la chasse à « l'inactivité ». Ce n'est qu'une certaine inactivité qu'il redoute, celle nécessairement séditeuse des pauvres. Que manigancent-ils tous ces miséreux quand on ne les jugule pas par le travail, à quoi ont-ils le temps de réfléchir ? C'est vrai qu'il y a de quoi être inquiet.

(...)

En attendant nous allons continuer de nous débrouiller comme nous pouvons, par divers accommodages et entourloupes, plus ou moins comme avant mais en plus pauvre, moins confortable. Il y a certains pans de la Marchandise et du Spectacle auxquels on avait déjà renoncé sans trop de peine, on risque à présent de devoir rogner sur plus essentiel (manger des légumes frais, par exemple, prendre un billet de train pour rendre visite à nos proches - c'est cher le train en France, et plus moyen de frauder). Mais le travail est mort, c'est l'évidence qui ne veut pas se dire. Macron et Attal sont les reliques d'un vieux monde agonisant qui n'appelle qu'à être saboté de toute part.

Tract contre France Travail et l'insertion professionnelle

► [Tous incompetents ! - Tract contre France Travail et l'insertion professionnelle](#) - Tract écrit contre France Travail, au sujet des pressions et de l'incitation à l'insertion professionnelle, notamment par le biais de l'acquisition de pseudo-compétences qui ne reflètent que le désir d'obéissance aux patrons requis par les individus dans le système capitaliste.

Pour se faire réformer : Tous incompetents !

Pôle Emploi est devenu France Travail ! Beau cadeau de nouvelle année de la part de l'État, le service qui vise à instaurer le « plein emploi » dans ce pays change de nom mais pas d'esprit : il va surtout aller encore plus loin dans le contrôle permanent des chômeurs, des RSAstes et des précaires pour instaurer un dilemme clair et limpide à tout ce petit monde : le travail ou la radiation ! Mais vu que le plein emploi n'existe plus depuis longtemps (Dieu merci !) - bien que tous les travaillistes, du gouvernement à la CGT, fassent semblant de ne pas le savoir - on a plutôt affaire ici avec la forme du travail, avec le temps qu'il prend à nos vies qu'il s'agit de ne pas laisser « s'éloigner de l'emploi », sous des formes dont l'absurdité ne fait que s'accroître : travailler à sa propre insertion pour en faire travailler d'autres à nous insérer.

(...)

Couronnement du parcours d'acquisition de compétences « de la maternelle au marché de l'emploi » que se veut maintenant l'école, le SNU viendra apporter aux adolescents son surplus d'apprentissage de l'obéissance, du respect des institutions et du sacrifice de la vie pour la Nation, avec sa dose de caserne et sa dose de service civil pour fabriquer les petits soldats bardés de compétences de la remobilisation. L'objectif est bien de conformer tout un chacun à ce que les patrons et l'État veulent de nous : arriver à l'heure, bien bosser, bien respecter, bien fermer sa gueule face à la hiérarchie et repartir chez soi, heureux d'avoir contribué au « plein-emploi » et au « réarmement économique de la nation » si possible !

(...)

NE PLUS TRAVAILLER ?

Gabriel Attal nous explique que "Travailler est un devoir", reprenant mot pour mot le discours du RN.

Et si la voie à suivre était justement de ne plus travailler ?

Alors qu'il est demandé aux français de faire des efforts en raison des crises, de se serrer la ceinture, de travailler plus... les entreprises n'ont jamais autant dégagé de profits. Si bien que Le Monde titrait déjà "Les insolents profits du CAC40" en mars 2023, une tendance qui a continué jusqu'à maintenant.

L'essence n'a jamais été aussi chère au moment même où Total dégueule de profits. Pareil avec l'électricité, là où EDF nous annonce 10 milliards de bénéfice alors que les Français ont connu deux hausses de tarifs en moins d'un an.

Avec l'inflation des dernières années, ceux qui bossent avec les salaires les plus bas ont clairement perdu en pouvoir d'achat. Ils sont donc plus pauvres qu'auparavant. A l'inverse des plus riches, désormais encore plus riches.

Pire, on demande désormais à un nombre croissant de personnes de "travailler" sans être payés. Que ce soit dans le cadre du SNU ou dans les nouveaux dispositifs "d'insertion" des chômeurs et des plus précaires.

Toutes ces "évolutions" tendent vers un même objectif : rendre le coût du travail le moins "cher" possible pour les entreprises.

La logique pourrait également s'appliquer dans les services publics, où l'État ne fait que compresser les effectifs et restreindre les investissements, pour dépenser le moins possible. Tout en enchaînant les réformes cadeaux pour les réductions d'impôts aux entreprises.

Le tour de force du système est de réussir à nous faire croire qu'il n'y a pas d'autres options. Que quelques miettes valent mieux que rien.

Sauf que c'est faux. Si les plus précaires ne travaillent pas pour des miettes, les patrons et les actionnaires se retrouvent bel et bien dans la merde. On le voit dans le secteur de la restauration où une pénurie de main d'oeuvre met le secteur en difficulté. Tout simplement parce que des personnes refusent de travailler pour des salaires indignes des conditions et de l'amplitude du travail demandé.

C'est la fameuse loi de l'offre et de la demande, si chère à nos ultras libéraux.

Refuser de travailler pour des miettes donc, mais aussi refuser de trop travailler quand on est déjà embauché.

N'ayez pas peur d'être traité de bon à rien ou d'adepte du dilettantisme : si votre boîte engrange des profits et vous exploite, à vous de gérer le temps de travail effectif qui vous paraît correspondre au salaire (de misère) que l'on vous donne.

Et si votre pouvoir d'achat a diminué de 20% en deux ans en raison de l'inflation et de la stagnation de votre salaire, diminuez votre temps de travail réel de 20%. C'est de la justice réparatrice et sociale.

Pour y arriver, de nombreuses techniques existent. Des techniques qui ont fait l'objet d'articles pour stigmatiser cette "crise de la productivité au travail".

Ces actes de désobéissance face à l'injonction productiviste ne sont en fait pas des actes égoïstes. Car même s'ils peuvent être accomplis dans une optique de rééquilibrage entre son temps de travail et le salaire de ce travail, cela permet également d'accentuer un rapport de force collectif pour contrer la dérive qui précarise et abaisse la valeur du travail des plus pauvres depuis de trop longues années.

Refuser de trop travailler pour des miettes, c'est donc aussi participer à faire grossir le gâteau pour que les ultras riches soient obligés d'en lâcher une partie.

(post de CND)

- Le complément de France Travail, qui précarise les travailleurs français et les oblige aux boulots de merde, c'est l'utilisation des travailleurs non européens :

[Le Travail migrant, l'autre délocalisation](#) - Le Journal Officiel a publié ce samedi 2 mars, à la veille de la clôture du Salon de l'Agriculture, dont il ne vous aura pas échappé qu'il a donné lieu à quelques « incidents », particulièrement le jour de son inauguration par le Président de la République, un arrêté daté du 1er mars qui modifie l'arrêté du 1er avril 2021 (lequel n'était pas un poisson éponyme, hein, chez ces gens-là, on ne rigole pas, monsieur, on compte), lequel est « relatif à la délivrance, sans opposition à la situation de l'emploi, des autorisations de travail aux étrangers non ressortissants d'un État membre de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ». En clair, il s'agit de délivrer des autorisations de travail à des étrangèr-e-s « non européen-ne-s », pour ne pas dire racisé-e-s, dont la spécialité professionnelle pourrait venir combler des manques sur le marché du travail hexagonal - autrement dit : effectuer les boulots que les Blanc-he-s ne veulent plus faire, encore moins pour des salaires de misère. Le premier arrêté listait une foulditude de métiers que l'on dit aujourd'hui « en tension ».